

Jihočeská univerzita v Českých Budějovicích
Pedagogická fakulta
Katedra románských jazyků
Bakalářská práce na téma:

„La francophonie dans les pays de Visegrad“

Autor: Linda Hanzlíková

Vedoucí bakalářské práce: M. Jérôme Wannepain

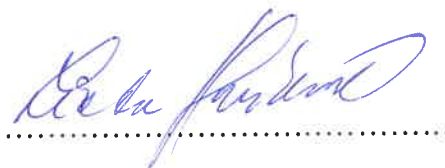
Studijní obor: Anglický jazyk a francouzský jazyk pro administrativu EU

PROHLÁŠENÍ

Prohlašuji, že jsem tuto bakalářskou práci vypracovala samostatně pouze za odborného vedení vedoucího bakalářské práce.

Dále prohlašuji, že veškeré podklady, ze kterých jsem čerpala, jsou uvedeny v seznamu použité literatury a pramenů.

V Českých Budějovicích, 21. dubna 2006



.....

Synopsis

The subject of this thesis disserts on the expansion of the "Francophonie" in the Visegradgroup formed by four central European countries (the Czech Republic, Hungary, Poland and Slovakia). The work represents the different point of view as for the place of the French language, the development of the French education, the relevant institutions that represent the French culture in these countries.

The aim of this thesis is to show the level of the French education in these countries and to aim the actual problems. This work mentions as well the actual economic situation and the cooperation with the French enterprises.

Table des matières

| | | |
|-------------|--|-----------|
| I. | Mise en place de la francophonie..... | 3 |
| I.1. | Naissance de la francophonie..... | 5 |
| I.2. | La francophonie – les différents sens du mot..... | 6 |
| I.3. | La définition de la francophonie..... | 8 |
| I.4. | L'espace de la francophonie..... | 9 |
| II. | Qu'est-ce que l'OIF.....? | 10 |
| II.1. | Pays dont le français est langue maternelle..... | 11 |
| II.2. | Etats membres de l'OIF..... | 12 |
| II.3. | La diffusion du français dans les pays membres de l'OIF..... | 14 |
| III. | Le groupe de Visegrad..... | 15 |
| III.1. | L'histoire de la formation de Visegrad..... | 15 |
| III.2. | Les buts principaux..... | 16 |
| III.3. | Le zoom sur les pays de Visegrad..... | 17 |
| III.4. | L'action de la francophonie..... | 29 |
| III.5. | Les apprenants de français..... | 32 |
| III.6. | Les enseignants de français et en français..... | 33 |
| III.7. | Les établissements francophones..... | 34 |
| III.8. | L'actualité culturelle francophone..... | 38 |
| IV. | Le développement économique des entreprises françaises dans les pays de Visegrad..... | 40 |
| IV.1. | Le cas de la République tchèque et de la France..... | 41 |
| V. | Conclusion..... | 42 |

Avant-propos de l'auteur

La diversité linguistique et culturelle est au cœur du projet francophone. La communauté francophone assume depuis longtemps un rôle de précurseur à l'échelle mondiale dans la recherche de solutions aux problèmes, non seulement pour son propre avenir, mais aussi pour celui de tous les peuples. La Francophonie, « humanisme de différence », devrait mettre en valeur la langue française en l'aidant à se répandre dans tous les coins du monde. Grâce aux organisations de ce partenariat, la langue française représente une composante essentielle de la diversité culturelle.

Ce dialogue des cultures, surtout l'expansion de la francophonie dans les pays de l'Europe centrale, plus précisément les quatre pays qui forment **le groupe de Visegrad**, constitue le sujet principal de mon mémoire. Il est nécessaire de mesurer le chemin accompli et la distance restant à parcourir avant d'atteindre tous ces objectifs : sur la **place du français** dans les pays de **Visegrad**, surtout en ce qui concerne le point de vue de **l'enseignement de la langue française** et encore sur les relations économiques entre ces pays et la France.

Tout d'abord, mon travail s'ouvre par la brève présentation de la place du français et de la définition de la francophonie en s'appuyant sur la description de l'Organisation de la francophonie (l'OIF) et de ses membres.

La deuxième partie consiste dans la description du groupe de Visegrad en présentant particulièrement ses membres.

L'enseignement de la langue française et les institutions équivalentes pour la diffusion de la francophonie représentent le but de la troisième partie de ce mémoire. Finalement, le domaine des relations économiques conclut ce chapitre.

Ce mémoire s'appuie sur la situation actuelle de l'enseignement du français dans les pays du Visegrad. La description plus détaillée concerne le cas de la République tchèque.

I. Mise en place de la francophonie

L'idée de la francophonie a toujours eu le lien entre les hommes et les peuples de la langue française. Sa première définition a apparue dans le numéro spécial de la revue *Esprit*, en 1962¹. Pendant une quarantaine d'années on observe les attitudes différentes qui consacrent aux procédures de l'implantation de la francophonie dans le monde.

Pendant toute cette période de gestion, l'idée de francophonie s'est bien établie dans les groupes politiques français et ces dernières années, une véritable explosion de l'idée de francophonie s'est produite dans le secteur médiatique. Ce fait est dû à un certain nombre de causes telles que les conférences de chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, la création d'une commission de la francophonie au sein de l'Académie française et la création d'un secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre.*

« La francophonie est un espace de dialogue, de coopération et de partenariat dans le plus profond respect de sa diversité. Son unité se fonde sur une communauté de valeurs de la langue ; consacrée à la promotion de la paix, de la justice, de la sécurité, de la solidarité, de la démocratie ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui sont universels et indéniables². »

La réalisation de la francophonie consiste en la coopération dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de la politique et finalement elle concerne la coopération économique.

Quant à la coopération culturelle, les différents moyens de la diffusion de la langue française existent. Citons notamment les fêtes internationales de la francophonie ayant lieu dans tous les pays qui sont liées à l'OIF ou un grand nombre de festivals (musique, cinéma...), ou encore la diffusion de la langue française par le biais de la chaîne de télévision francophone, TV5.

La coopération scolaire et universitaire est dirigée par l'Agence universitaire de la francophonie (AUF)³ dont le but concerne la création d'un espace scientifique mondial en français.

¹ *La Francophonie*, p. 3

² *La Francophonie*, p. 8

Elle offre des bourses et des postes à des étudiants qualifiés dans le domaine de filières francophones.

Sur le plan politique, l'OIF diffuse l'esprit de la démocratie avec lequel les pays membres doivent s'identifier.

Finalement, le but de la coopération économique consiste en l'existence de la lutte contre la mondialisation économique et de la revendication en ce qui concerne la diversité culturelle. Son support est mis sur l'aide des pays africains francophones au niveau de la construction de leur système éducatifs.

I.1 Naissance de la francophonie – histoire d'un mot

Le mot semble avoir été inventé par le géographe Onésime Reclus (1837-1916) qui est en effet l'inventeur de la francophonie en actes comme en paroles et figure du francophone type tel que pouvait l'engendrer la mystique de la III^e République⁴. La modernité de Reclus ne se borne pas à ces considérations linguistiques et géographiques. Ses idéaux politiques lui permettent de percevoir une autre dimension au nouveau concept. La langue française déborde des cadres linguistiques pour devenir le symbole de la solidarité humaine, du partage de la culture et d'échange.

Pourtant le mot « francophonie » a disparu de la conscience collective et il n'a réapparu qu'en novembre 1962 dans un numéro spécial de la revue *Esprit* intitulé « Le français dans le monde ». Ce numéro rassemblait de prestigieux écrivains de toutes nationalités comme Gougenheim, Léopold Sédar Senghor, Pierre-Henri Simon etc.

Ces écrivains analysaient les chances de l'avenir pratique d'une telle idée qui a du surmonter beaucoup d'obstacles avant d'entrer dans la conscience de chacun. L'adjectif « francophone », qui est une simple notion linguistique, apparaît plus tôt et plus régulièrement car il ne fait que constater une réalité : « Qui parle habituellement ou accessoirement la langue française.

Le *Quid* dans son édition 1968 est le premier ouvrage qui donne une définition complète de la description de la francophonie, il ne se limite pas à des définitions mais passe en revue les principaux fondateurs (notamment le président Senghor) ainsi que les divers organismes intéressés à la défense et à la promotion de la langue française⁵.

⁴ *La Francophonie dans le monde*, p. 31

Depuis, l'ensemble des dictionnaires et des encyclopédies a intégré le mot en lui attribuant deux acceptions principales : le fait d'être francophone (directement dérivé de l'adjectif) et la collectivité constituée par les peuples parlant français.

Avant d'être ainsi officialisé par les dictionnaires et les encyclopédies, le mot avait été employé et diffusé par les hommes politiques, par les intellectuels et par les journalistes⁶. *(12Francophonie)

I. 2. La francophonie : les différents sens du mot

a, Un sens linguistique :

L'origine du substantif « francophonie » est l'adjectif « francophone ». Son sens ne pose pas de problème ; il signifie « qui parle la langue française » ou « personne parlant le français ⁷ ». Dans ce contexte linguistique, la francophonie signifie « le fait d'être francophone », le fait de « parler français ». L'accent est mis sur le langage comme l'indique le terme de « phonie ».

b, Un sens géographiques :

Le deuxième sens du mot est également matériel. Il existe dans le monde un certain nombre de peuples, d'hommes, dont la langue (maternelle, officielle, courante ou administrative) est le français. Ces peuples et ces hommes forment la francophonie. L'identité de langue fonde un ensemble géographique dont le sens fut historiquement le premier.

En effet, la dimension géographique est essentielle à la francophonie car les millions d'individus capables de parler français et de le répandre sont des francophones potentiels. Les différences résident entre une langue uniquement parlée par des nationaux si nombreux et une langue qui sert de liens entre différents peuples. Dans le premier cas, les relations entre les usagers d'une même langue sont obligatoirement historiques, politiques, juridiques, économiques tandis que dans le second cas les liens entre les peuples différents ne sont plus imposés, même s'ils sont nés d'une histoire plus ou moins bien acceptée (le cas de la colonisation).

⁶ *La Francophonie, p.12*

Les différences permettent d'établir un dialogue fructueux entre diverses cultures, de les enrichir mutuellement, ce que ne pourrait réaliser une langue parlée à un simple niveau national⁸.

c, Un sens spirituel et mystique :

La francophonie ne désigne pas simplement une réalité linguistique, géographique et sociale, mais également le sentiment d'appartenir à une même communauté. Cette solidarité naît du partage de valeurs communes aux divers individus et communautés francophones. Auguste Viatte, dans son ouvrage intitulé *La francophonie* met en évidence la nuance séparant les adjectifs *english* (adjectif de nationalité) et *british* (adjectif culturel qui évoque précisément cette communauté d'esprit) et indique que la même analyse pourrait être conduite à propos de « français » et de « francophone⁹ ».

Ce nouveau sens de la francophonie est l'un des plus riches et l'un des plus employés précisément parce qu'il est porteur d'avenir. Le thème de l'appartenance à une communauté permet non seulement de voir dans la francophonie l'ensemble des liens privilégiés unissant des peuples de même langue, mais également les valeurs transmises par la langue, la culture et la civilisation de ces peuples. Rappelons que le terme de « francophonie » provient bien évidemment du mot « français », une langue romane appartenant à la famille indo-européenne. Le charisme de la langue française tient également à l'histoire. La France, pays de philosophes et de moralistes est apparue comme le porte-flambeaux¹⁰ d'idéaux nouveaux.

En conclusion, le concept de francophonie est une réalité politique, sociale et culturelle. Et, en effet, l'appartenance linguistique et géographique à un même ensemble provoque chez les individus un sentiment de participation qui se présente dans la réalité par la naissance d'associations et d'organisations publiques et privées. La francophonie ne constitue pas avant tout un enjeu linguistique comme elle l'est chez certains de ses

⁸ *La Francophonie*, p.17

⁹ *Le Francophonie dans le monde*, p. 18

et l'autre de Ch. de Gaulle :

« Car il est vrai que la France a de tout temps labouré avec passion le champ d'intelligence et offert à la terre entière d'assez précieuses récoltes, il est vrai qu'elle met à la disposition du monde une langue adaptée par excellence au caractère universel de la pensée. »

C'est cette dimension idéologique qui a conduit les pays francophones à s'organiser institutionnellement. Pendant une cinquantaine d'années, la forme de cette institution s'est cherchée à travers diverses structures pour aboutir aujourd'hui à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)¹² car l'objectif premier de la francophonie consiste en l'établissement de liens de coopérations culturelles, scolaires, politiques et économiques.

I. 4. L'espace de la francophonie

La langue française est pratiquée par 175 millions de francophones sur les cinq continents. Dès 1887, Onésime Reclus distinguait les francophones pour qui le français est une langue maternelle, de ceux qui sont « francophones par destination » leur pays participant à la vie internationale par le media du français¹³. Aujourd'hui, pour décrire l'espace de la francophonie, il convient de reprendre les catégories d'Onésime Reclus dont les deux critères nous intéressent. D'une part l'existence d'une communauté francophone qui a conservé l'usage de la langue française ; d'autre part, l'existence d'une pratique de culture française dans les pays n'étant pas de langue maternelle française.

¹² *Introduction à la civilisation et à la culture française, p.55*

¹³ *La francophonie, p.25*

II. Qu'est-ce que l'OIF ?

L'Organisation internationale de la Francophonie regroupe 53 Etats et gouvernements et 10 observateurs répartis sur les cinq continents, rassemblés autour du partage d'une langue commune : le français. Parlé par 175 millions de personnes, le français a statut de la langue officielle, seul ou avec d'autres langues, dans 30 Etats et gouvernements membres de l'OIF.

Missions

L'OIF mène une action politique en faveur de la paix , de la démocratie et des droits de l'Homme et anime tous les domaines une concertation entre ses membres. Elle apporte autant que de besoin à ses Etats et gouvernements membres un appui dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques sectorielles. elle met en œuvres des actions de coopération multilatérale, selon une programmation quadriennale conformément aux grandes missions tracées par le Sommet de la Francophonie.

Structure

En ce qui concerne la structure, l'OIF est placées sous l'autorité de ses instances politiques. (qui interviennent à différents niveaux de décision : Sommet, Conférence ministérielle de la Francophonie et Conseil permanent de Francophonie) est dirigée par son Secrétaire général. L'OIF comprend un Secrétariat général, un Administrateur, une Délégation aux droits de l'Homme et à la démocratie, des directions de programmes, des directions d'appui, des services ainsi que des représentations permanentes et des bureaux régionaux¹⁴.

Antenne régionale de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale (APECO)

1-3, boulevard Schitu Magureanu, 6^e étage, secteur 5

050025 Bucarest

¹⁴ www.francophonie.org

II.1. Pays dont le français est langue maternelle

La France compte plus que 60 millions d'habitants, avec ses prolongement américains (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon), de l'océan Indien (Réunion, Mayotte) et de l'océan Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna) ; elle est avec Monaco (27 000 habitants) le seul pays où le français est l'unique langue officielle.

Le français est également langue maternelle dans d'autres pays européens comme en Belgique, au Luxembourg, en Suisse romande, dans le val d'Aoste et à Jersey.

Il faut mentionner que l'époque des grandes découvertes a représenté une étape importante pour la francophonie, car les navigateurs français et les colons ont été à l'origine de la diffusion de la langue et de la culture françaises¹⁵.

Cet apport a été dans certains cas si durable qu'aujourd'hui encore la langue française est pratiquée au-delà de la colonisation parce que les communautés françaises d'origine y sont toujours présentes

Parmi ces anciennes colonies appartient le Canada dont trois de ces provinces regroupent la quasi-totalité de la population francophone qui représente près de 25% de la population totale du pays ¹⁶: Le Québec, plus de 5 millions ; le Nouveau-Brunswick, 250 000, l'Ontario, 500 000. La province du Manitoba compte à Saint-Boniface une minorité active de la langue française.

Les anciennes colonies devenues indépendantes conservent le français comme langue officielle ou d'usage. Parmi ces pays il est nécessaire de nommer le Maghreb, l'Afrique noire (Sénégal, Gabon, Zaïre, Rwanda, Burundi), les îles de l'océan Indien (l'archipel des Comores, l'île Maurice, les Seychelles), l'Asie (Liban, Syrie, Mahé, Vietnam, Cambodge, Laos – l'ex-Indochine française).

¹⁵ *La Francophonie*, p.31

¹⁶ *La Francophonie*, p.32

II.2. Etats membres de l'OIF

L'Organisation internationale de la Francophonie regroupe 53 Etats et gouvernements membres, dont les quatre pays possèdent le statut des Etats associés et 10 observateurs répartis dans les différentes régions du monde¹⁷ :

| Afrique centrale | Afrique de l'Est et Océan indien | Afrique de l'Ouest |
|-------------------------|---|---------------------------|
| Burundi | Comores | Bénin |
| Cameroun | Djibouti | Burkina Faso |
| Centrafrique | Madagascar | Cap-Vert |
| Congo | Maurice | Côte d'Ivoire |
| Congo RD | Seychelles | Guinée |
| Gabon | | Guinée Bissau |
| Guinée équatoriale | | Mali |
| Rwanda | | Niger |
| Sao Tomé et Príncipe | | Sénégal |
| Tchad | | Togo |

| Afrique du Nord et Moyen-Orient | Amérique-Caraïbes | Asie-Pacifique |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Egypte | Canada | Arménie ** |
| Liban | Canada Nouveau-Brunswick | Cambodge |
| Maroc | Canada Québec | Géorgie ** |
| Mauritanie | Dominique | Laos |
| Tunisie | Haïti | Vanuatu |
| | Sainte-Lucie | Vietnam |

¹⁷ www.diplomatie.fr

| |
|----------------------------------|
| Europe |
| Albanie * |
| Andorre * |
| Autriche ** |
| Belgique |
| Bulgarie |
| Communauté française de Belgique |
| Croatie ** |
| France |
| Grèce * |
| Hongrie ** |
| Lituanie ** |
| Luxembourg |
| Macédoine * |
| Moldavie |
| Monaco |
| Pologne ** |
| République tchèque ** |
| Roumanie |
| Slovaquie ** |
| Slovénie ** |
| Suisse |

- Membres associés
- **Observateurs

La cohésion et l'originalité de la communauté francophone reposent sur le partage d'une langue commune : le français. L'OIF favorise également le plurilinguisme au sein de l'espace francophone par le soutien aux langues partenaires parallèlement à la promotion du français. Si l'Etat ou le gouvernement souhaite adhérer à la Francophonie institutionnelle, il doit faire officiellement la demande. C'est le Sommet de la

Francophonie sur la base des recommandations de la Conférence ministérielle qui décide d'accueillir ou non le nouveau requérant. Cette décision doit être prise à l'unanimité.

Le fait que le français ne soit pas la langue officielle du pays requérant ne constitue pas un obstacle à son adhésion. C'est la place occupée par la langue française dans le pays candidat qui constitue un critère déterminant d'admissibilité¹⁸.

II.3. La diffusion du français dans les pays membres de l'OIF

a, Les professeurs et élèves de français à l'étranger

Plus de 30 000 professeurs de français enseignent à l'étranger, dans des établissements français publics ou étrangers. Le nombre total d'enseignants de français dans le monde est d'environ 250 000.

Parmi les élèves de l'enseignement secondaire dans le monde, il y en a à peu près 35 millions qui étudient soit le français, soit en français.

Le réseau des Instituts et Centres culturels regroupe 133 établissements qui accueillent en 2005, 155 300 apprenants de français¹⁹.

b, Les Alliances Françaises

Les Alliances Françaises sont des centres répartis dans le monde entier dont le but est la diffusion de la langue et de la culture française. Dans les centres de l'AF, la direction dispense des cours du français et organise des activités culturelles. Elle a su reconquérir sa place après la dernière guerre et connaît un important développement.

Il est impossible de chiffrer les hommes qui dans les pays non francophones parlent ou lisent en français, leur nombre se compte par millions auquel il faut ajouter les Français vivant à l'étranger.

En 2005, l'on estimait 250 millions le nombre de francophones par destination selon la définition d'Onésime Reclus et à 120 millions le nombre de locuteurs (soit 2,5% de la population mondiale) sur les 330 millions de personnes peuplant les 47 pays composant la francophonie.

¹⁸ www.francophonie.org

III. Le groupe de Visegrad

III.1. Histoire de la formation de Visegrad

Le Groupe de Visegrad fut formé le 15 février 1991 au sommet des chefs d'Etats suivants : l'ancienne Tchécoslovaquie (représentée par Vaclav Havel), la Pologne (représentée par Lech Walesa), la Hongrie (représentée par son premier ministre de l'époque Jozsef Antall. Ce sommet qui s'est déroulé pour la première fois à Visegrad en Hongrie, a créé un arc historique en vue de rencontres régulières de ces Etats. Cette idée a déjà apparue en 1335 pendant la rencontre de Jean de Luxembourg, le roi de Bohême, Charles Robert, le roi de l'Hongrie et Casimir III, le roi de Pologne. Ces deux rencontres principales ont créé l'idée de la coopération mutuelle entre ces trois Etats de l'Europe centrale.

La formation de groupe de Visegrad fut influencée par quatre facteurs décisifs :

- 1, l'élimination du communisme dans l'Europe centrale
- 2, surmonter les animosités entre ces pays
- 3, la coopération mutuelle dans la géopolitique de l'Europe, la transformation du processus de l'intégration européenne
- 4, la proximité des idées des hommes de politique

La période la plus importante s'est déroulée entre les années 1991 – 1993. Il s'agissait de la période pendant laquelle le groupe de Visegrad a joué le rôle le plus important en ce qui concerne les dialogues avec l'OTAN et l'UE. Aujourd'hui, l'intensité de la coopération entre les pays de Visegrad a ralenti et le sens de cette formation se trouve dans la description du territoire géopolitique. Depuis 1993, le groupe de Visegrad comporte quatre pays : la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Pologne²⁰.

III.2. Les buts principaux

Le rôle important du groupe de Visegrad consiste en la création de la société démocratique avec un marché économique stable. Après avoir accompli ses buts, en s'intégrant dans l'OTAN en 1999 (Slovaquie en 2004) et dans l'UE, le groupe des pays du Visegrad a commencé la discussion sur les buts à venir.

Sur la base des dialogues entre ces quatre pays, un nouveau document a été créé (Déclaration des Premiers Ministres en 2004) où les nouveaux sujets de la coopération ont été mis en place. Parmi les sujets les plus importants on peut notamment citer

- le soutien des activités régionales pour renforcer l'identité de l'Europe centrale
- accomplir les objectifs nécessaires pour la continuation de l'intégration au sein de l'UE
- la coopération des pays dans le domaine de la culture, de l'environnement, de l'éducation etc.
- la coopération des pays de Visegrad avec leurs voisins au niveau du support de l'esprit de la coopération européenne²¹

III.3. Le zoom sur les pays qui forment le groupe du Visegrad

Pologne

Croissance de PIB : 4,1%

PIB : 315 milliards de dollar

Inflation : 1,8%

Population : 38,1 millions

PIB par habitant : 8 260 de dollars

La Pologne est marquée par la fragilité politique. La droite a triomphé mais elle s'est divisée après la victoire du parti conservateur aux élections présidentielle et législatives organisées durant l'automne.

La fracture à droite pose des questions sur l'orientation économique actuelle du pays : déséquilibre des finances publiques, ralentissement de la croissance. Le succès de l'entrée dans l'Union européenne et l'envolée consécutive des exportations de produits polonais vers l'UE n'y a rien fait²².

Sur le plan économique et social, Droit et justice a beaucoup promis durant la campagne électorale pour battre les arguments des libéraux. Les conservateurs prônent le maintien des subventions dans un certain nombre de secteurs dont l'énergie, les mines, les transports publics et la sidérurgie, qu'ils ne veulent pas privatiser.

.a, La présence culturelle française en Pologne

La Pologne n'est pas un pays francophone au sens traditionnel du terme mais la langue française y dispose un atout indéniable. Selon une enquête qui a été réalisée au service de coopération et d'action culturelle de Varsovie (SCAC), 6% des Polonais de 15 à 60 ans déclarent connaître le français, soit 1 500 000 personnes. Le français est la quatrième langue étrangère pratiquée en Pologne. A la suite de la décision de supprimer l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles, les autorités polonaises ont procédé

à la création de collège de formation d'enseignants en français. L'enseignement du français est en augmentation régulière (+ 30 % entre 2002 et 2004)²³.

Cette tendance devrait se poursuivre sous l'influence de plusieurs facteurs :

- les réformes de l'éducation en cours visant à un recrutement plus large de la filière « Enseignement général »
- une volonté de rééquilibrage en matière d'apprentissage des langues liée à l'entrée dans l'UE en 2004

La plupart de ces collèges disposent d'un assistant français et tous ont été dotés par la France d'un important matériel pédagogique. Dans les écoles primaires et secondaires, 3,7% des élèves suivent des cours de français. Dans 6 lycées (à Poznan, à Cracovie, à Katowice, à Wroclaw et dans deux lycées de Varsovie) il est possible de suivre des cours dans des classes bilingues polonais/français. Quelques 3 000 étudiants suivent une formation linguistique et littéraire dans les dix instituts d'études romanes. Le français de spécialité, notamment en médecine et en droit, est enseigné dans une centaine de collèges de langues étrangères et représente 9 000 apprenants.

La Pologne est le pays observateur de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) depuis octobre 1997. Depuis 1999, une équipe nationale composée d'enseignants du secondaire et du supérieur a pris en charge l'implantation du programme Vif@x en Pologne, financé par l'AIF. Les programmes de TV5 sont exploités et la diffusion francparler.org qui assure la promotion des sites Internet francophones²⁴.

b, Institutions françaises :

- ° Ambassade de France en Pologne
- ° Chambre de Commerce et d'Industrie française en Pologne
- ° Consulat de France à Cracovie
- ° Poste d'Expansion économique de France en Pologne
- ° Site officiel de la francophonie

²³ www.assemblée-nationale.fr

²⁴ *La Francophonie dans le monde 2002-2003, p. 130*

- °Institut Français à Varsovie
- °Institut Français à Cracovie
- °Alliances françaises en Pologne
- °Association France Pologne pour l'Europe
- °Association France Pologne (anciens élèves de formation francophone en Pologne)
- °Amitié Pologne France (Cracovie)

c, Education, université et formation en français

- °Katowice – Ecole Internationale de Science Politiques
- °Wroclaw – Master professionnel – « Métiers de l'Europe et de la coopération franco-polonaise »
- °Poznan – Master d'Administration des Entreprises
- °Lublin – Filière de Coopération Juridique Universitaire en Droit Communautaire
- °Lodz – Diplôme de Droit Français
- °Lodz- Filière en Gestion et Technologie
- °Lodz – Formation Franco-Polonaise de Management Général
- °Cracovie – Master Professionnel « Administration Publique et Territoriale
- °Cracovie – Filière en Droit et Administration
- °Varsovie – Master Professionnel de Droit des Affaires
- °Varsovie – Master de Management Economique européen
- °Varsovie – Gestion et Marketing Agroalimentaire
- °Varsovie – Double Diplôme Science Politiques

d, Les Alliances françaises en Pologne

En Pologne, on trouve seize Alliances françaises ; Elles furent formées dans tous les chefs-lieux des départements polonais (vojevodsztvi). On les trouve dans les villes suivantes :

Bialystok, Bydgoszcz, Cieszyn, Gdansk, Gorzow Wielkopolski, Katowice, Lublin, Lodz, Opole, Poznan, Rybnik, Rzeszow, Szczecin, Torun, Walbrzych, Wroclaw.

Le réseau des Alliances Françaises en Pologne connaît des difficultés spécifiques car il est constitué de trois types d'établissements : les Alliances situées dans les grandes

villes comme Lodz, Lublin et Gdansk dont le nombre d'étudiants dépasse 400 par semestre, les Alliances moyennes dont les effectifs varient entre 120 et 200 par semestre et les Alliances récentes dont le nombre d'étudiants dépasse à peine 80 par semestre. Dans les grandes villes, les Alliances sont rattachées aux universités. Dans les petites villes, les Alliances ont un statut mixte (municipalité et université). Ce réseau bénéficie d'une dotation de 180 000 euros, déléguée à la Délégation Générale des Alliances Françaises (DGAF) à partir des crédits de l'ambassade²⁵.

Les difficultés actuelles des AF tiennent aux raisons suivantes : une baisse générale des inscriptions d'étudiants de français ; un pouvoir d'achat permettant moins aux Polonais d'investir dans la formation ; une concurrence vive des écoles privées.

Par ailleurs, ce réseau se heurte à des difficultés juridiques spécifiques à la Pologne car les Alliances n'ont pas d'autonomie juridique et sont rattachées aux universités ou aux municipalités. Cette situation est préjudiciable à la situation financière de ces établissements. Dans l'ensemble, ces établissements ne disposent ni d'une trésorerie, ni d'un fonds de roulement.

a, Les liens privilégiés entre la France et la Pologne

M. Pierre Ménat, ambassadeur de France en Pologne, a souligné combien dans l'imaginaire collectif polonais la France est perçue comme une alliée.

« La solidarité franco-polonaise repose d'abord sur une fraternité d'armes militaires »

En visite officielle en Pologne, le Général De Gaulle e'est exclamé le 11 septembre 1967 à Varsovie :

« Polonais, Français, nous nous ressemblons tant en tant ! C'est vrai pour l'économie, la culture, la science. C'est vrai aussi pour la politique. De siècle en siècle, il n'arriva jamais que nos deux peuples se soient combattus. Au contraire, le succès ou le malheur de l'un ont toujours été liés au succès ou au malheur de l'autre ».

Exemple rare, la France et la Pologne ne se sont jamais affrontées sur les champs de bataille. Après son troisième et dernier partage entre la Russie, l'Autriche et la Prusse en 1795, et avant sa restauration en 1918, seul Napoléon Ier permit à la Pologne de recouvrer brièvement son indépendance, entre 1807 et 1815.

La période napoléonienne a été une nouvelle occasion pour les deux peuples. Dès 1797, une « légion polonaise », forte de 8 000 hommes et commandée par le général Dabrowski, se battit en Italie, sous les couleurs de la France, mais en uniforme polonais.

Tout au long du XIXe siècle, le partage de la Pologne empêcha que se poursuive cette fraternité d'armes avec la France. Les rescapés trouvèrent chaque fois refuge en France, où ils firent de Paris la véritable capitale en exil de leur pays occupé (Frédéric Chopin, Adam Mickiewicz).

Dans les années 1920, ce furent davantage les considérations socio-économiques qui ont dominé et les immigrés polonais en France se sont comptés par centaines de milliers. Puis de nouveau, dans les années 1930, 1960, 1980, la répression politique dans ce pays fit de la France la destination naturelle de nombreux Polonais.

La République slovaque

Croissance du PIB : 8,5%

PIB : 62 milliards de dollar

Inflation : 2,4%

Population : 5,5 millions

PIB par habitant : 11 280 de dollar

Le parti populiste d'opposition, Smer-Démocratie sociale, profite du mécontentement des citoyens vis-à-vis des réformes libérales du gouvernement de coalition. Il remportera probablement les élections législatives de septembre, mais il aura du mal à former un gouvernement majoritaire. En revanche, si les réformes économiques parviennent à relever le niveau de vie, la coalition pourrait gagner les élections. La croissance économique se raffermi, tandis que l'inflation recule déjà. En 2006, les

L'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne a permis d'augmenter les dépenses de l'Etat qui a engagé de nombreux chantiers d'équipement et de modernisation des infrastructures nécessaires à l'arrivée d'autres investisseurs et au développement de l'est du pays.

Pour baisser le chômage, le gouvernement slovaque, qui a totalement libéralisé le code du travail, incite ses citoyens à aller travailler dans les pays voisins²⁶.

a, La Slovaquie et la francophonie

La Slovaquie est devenu membre - observateur à l'OIF en octobre 2002 et elle possède son statut d'observateur depuis 1999. Selon les données de 2004, il y a 4 500 élèves slovaques qui apprennent le français dans les écoles primaires et 21 300 élèves dans les écoles secondaires (dont 13 300 aux lycées)²⁷.

Un phénomène encourageant apparaît dans les lycées et dans les universités régionales (Banska Bystrica, Trnava) où le français gagne du terrain grâce aux enseignants qualifiés et passionnés. Pourtant l'enseignement du français est marqué par quelques phénomènes négatifs :

- la manque d'enseignants appropriés
- la manque d'enseignement du français dans les écoles élémentaires
- les connaissances linguistique et interculturelle du public ne progresse pas au rythme voulu

Dans l'avenir, il sera nécessaire de prendre quelques mesures décisives pour créer le climat favorable en ce qui concerne l'ampleur de l'enseignement du français. Les mesures à prendre pourraient être celles-ci :

- réaliser une politique nationale de l'apprentissage des langues
- la création des conditions favorables à l'apprentissage du français par des investisseurs français
- le développement de l'enseignement linguistique pour les enseignants du français

²⁶ *Le Bilan du Monde 2006, p.47*

²⁷ *Francophonie et la Slovaquie, Centre de Recherches*

b, Présence française :

Institut français de Bratislava

Ecole française de Bratislava

Alliance française (Bratislava, Kosice, Zilina, Lucenec, Poprad)

Acteurs économiques

Assemblée des Français de l'étranger (AFE) – président : M. Michel Lacombe, tél. :
+421 244 634 991/92

Courrier : svk.bratislava@ufe.asso.fr

c, Education, université et formation en français

Ecole française de Bratislava <http://ecole.bratislava.free.fr>

<http://France.sk>

°Bratislava – Filière en Management

°Bratislava – Filière d'Economie

°Kosice – Filières de Sciences Economiques

°Banska Bystrica – Filière en Economie

d, Les Alliances françaises en Slovaquie

Après la révolution de velours, le réseau des Alliances françaises en Slovaquie (qui avait été très dense pendant la première république tchécoslovaque 1918 - 1938) se reconstitue peu à peu. Aujourd'hui, on trouve 5 Alliances françaises en Slovaquie : Banska Bystrica (17 mai 1990), Lucenec (12 novembre 1990), Zilina (7 mai 1990), Poprad (8 octobre 1992) et Kosice (8 avril 1998).

La création, le premier janvier 1996, à Bratislava d'un Centre Culturel et de Coopération linguistique, regroupant l'Institut français et le Centre de Coopération linguistique et Educative coïncide avec la mise en place de la Délégation générale de l'Alliance française en Slovaquie.

Les liens entre les Alliances françaises de République tchèque et de Slovaquie sont pour des raisons historiques très étroits. La partition de la fédération tchécoslovaque n'a pas mis fin à l'organisation d'assemblées générales annuelles qui se tiennent de manière alternée dans l'un et l'autre des deux pays avec la participation des représentants des ambassades de France à Prague et à Bratislava (ambassadeurs, conseillers de coopération et d'action culturelle, délégués généraux de l'Alliances française – directeur et président)²⁸ .

Les associations des amis de la France

Le réseau des associations des amis de la France et de la Francophonie s'est étendu en Slovaquie en 2003 avec la création du Club francophone de Trnava (à 50 kilomètre de Bratislava, lieu d'ouverture d'une filiale de PSA Peugeot-Citroën). En 2006, il y a 7 associations des amis de la France et de la francophonie en Slovaquie (Bratislava, Liptovsky Mikulas, Nitra, Topolcany, Dolny Kubin, Michalovce). Ce réseau coopère étroitement avec les Alliances françaises et s'associe, dans la mesure du possible, aux manifestations culturelles organisées dans les différentes Alliances du pays.

Hongrie

Croissance du PIB : 4,0%

PIB : 115 milliards de dollar

Inflation : 2,7%

Population : 10 millions

PIB par habitant : 12 000 de dollars

Le Parti civique hongrois (FIDESZ), opposition de droite, obtiendra un bon score lors des législatives prévues le 5 mai. S'il est en mesure de former un gouvernement, il abandonnera une grande partie du programme populiste qui l'aura fait élire. La coalition au pouvoir, qui rassemble le Parti socialiste hongrois, social-démocrate, et l'Alliance

des démocrates libres, de tendance libérale, pourrait cependant obtenir suffisamment de voix pour continuer d'empêcher le FIDESZ d'accéder au gouvernement à condition que cette coalition reste intacte. En cette année électorale, les dépenses dynamiseront la croissance économique.

L'enjeu porte sur l'adoption par la Hongrie de l'euro en 2010, à condition que le déficit budgétaire passe sous la barre des 3% en 2008. Or cet objectif semble hors d'atteinte²⁹

a, L'Hongrie et la francophonie

La Hongrie est membre - observateur de l'OIF depuis le 27 novembre 2004. L'Hongrie représente un bel exemple du pays non francophone où l'influence germanique a toujours dominé durant des siècles et pourtant c'est un pays qui vit une présence économique française considérablement développée au cours des dernières années, en particulier dans les secteurs des banques et des finances, du commerce, de l'hôtellerie, de l'énergie et de l'industrie automobile³⁰. A présent les investissements français en Hongrie représentent 11% de tous les investissements étrangers et environ 41 000 personnes sont employées dans des filiales françaises dans le pays (Chaumont, 2001). Aujourd'hui, la Hongrie compte neuf filières francophones implantées dans les universités de Budapest, de Szeged, de Miskolc, d'Almaty et de Gödöllő dans les domaines du commerce extérieur, du droit français et communautaire et de la gestion immobilière.*

b, Education, université et formation en français

30 étudiants en formation au professorat de français

4 lycées bilingues

°Debrecen – Master d'Aménagement et Urbanisme

°Sopron – Master d'Aménagement et Urbanisme

²⁹ Le Bilan du Monde 2006, p.41

³⁰ Opera Romania 7 - 07

- °Szeged – Formation Juridique et Droit Français et Communautaire
- °Budapest – Master en Administration des Affaires
- °Budapest – Filière de Sciences Techniques et Economiques
- °Budapest – Filière en Urbanisme et Développement des Territoires en Union Européenne
- °Budapest – Filière de l'Ecole Supérieure de Commerce Extérieur
- °Antenne de l'Ecole Supérieure de Commerce d'Angers

c, Le réseau des Alliances françaises en Hongrie

En Hongrie, la présence des Alliances françaises remonte à 1987. C'est à Miskolc que la première fut implantée sous l'impulsion de la municipalité, c'est-à-dire même avant le changement de régime. Aujourd'hui, il existe cinq Alliances françaises disséminées sur tout le territoire hongrois. La plus récente se trouve à Győr. De l'ouest à l'est, on les retrouve à Pecs, Szeged, Debrecen et Miskolc. Celles-ci travaillent en coopération avec l'Institut français de Budapest et répandent la culture francophone dans la province hongroise. Il faut rappeler que les Alliances françaises représentent la seule présence étrangères en dehors de Budapest.

L'implantation culturelle française en Hongrie est ancienne. La France a exercé une profonde attraction sur des générations d'artistes hongrois, poètes (Ady, Jozsef, Illyes), romanciers (Kosztolanyi), peintres (Munkassy, Rippl-Ronay) ou photographes (Brassai, Kertesz).

République tchèque

Croissance du PIB : 4,4%

PIB : 148 milliards de dollar

Inflation : 2,0%

Population : 10,2 millions

PIB par habitant : 14 500 de dollars

L'opposition de centre droit, le Parti civil démocratique, a de bonnes chances d'obtenir une majorité parlementaire lors des législatives prévues en juin 2006, mais a peu de chances de pouvoir constituer un gouvernement à lui seul.

Le parti social-démocrate, qui dirige actuellement, avec son leader Jiri Paroubek, le pays, pourrait néanmoins s'accrocher au pouvoir.

La vigueur des exportations alimente la croissance économique, qui progresse à un rythme plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'UE.

La croissance soutenue de l'économie ne parvient pas à réduire de manière significative le taux de chômage. Inférieur à la moyenne européenne, il s'établit toujours à 7,9% de la population active³¹.

a, Le français en République tchèque

La République tchèque est membre observateur de l'OIF depuis 1999. Dans ces deux ans, on peut observer la demande augmentée de français. On enseigne le français dans 490 établissements scolaires en République tchèque.

On distingue une augmentation de 7,5% du nombre d'apprenants dans les établissements primaire et secondaires entre 2000 - 2001 et 2002 - 2003 et de 16% pour la seule année scolaire 2003 - 2004. Le nombre d'élèves en classe de français est passé de 36 637 en 1996 - 1997 à 46 542 en 2003 - 2004³². L'enseignement du français a également du succès dans le milieu universitaire avec 8 000 étudiants qui poursuivent le français, dont 2 120 dans les Départements d'études françaises qui préparent les futurs enseignants.

³¹ *Le Bilan du Monde 2006, p.48*

³² *Opera Romanica 7, p.23*

La France participe au financement de 4 sections bilingues franco-tchèque de Prague, Brno, Olomouc et Tabor et la Belgique pour la section francophone de Pisek*. Des lecteurs francophones enseignent dans des établissements de tout le pays. L'Institut français de Prague et les 6 Alliances françaises en région voient les demandes d'inscriptions au cours de français augmentées considérablement de 45% en un an. Incontestablement, le français bénéficie d'un « effet adhésion » et de l'importance de cette langue au sein de l'UE.

b, Education, université et formation en français

- °Ceske Budejovice - Filière de Comptabilité et Gestion Financière de l'Entreprise
- °Ceske Budejovice - Filière de Comptabilité et Gestion Financière de l'Entreprise
- °Prague - Master en Génie Automobile
- °Prague – Introduction au Droit Français
- °Prague – Etudes Francophones et Européennes en Sciences Humaines et Sociales
- °Prague – Institut Franco-Tchèque de Gestion IFTG
- °Brno - Master Franco-Tchèque d'Administration Publique
- °Olomouc – Master de Gestion Financière de l'Entreprise

Les origines du réseau remontent à l'année 1886 où fut créée la première Alliance française d'Europe centrale à Prague, transformé en Institut en 1920. Un an seulement après sa création, elle comptait déjà 254 adhérents parmi lesquels on peut citer des noms tels que Jan Podlipny, Président de Sokol et Maire de Prague, ou Tomas Garrigue Masaryk, futur Président de la Tchécoslovaquie.

En 1938, le réseau tchécoslovaque comptait 77 sections de l'Alliance française, réseau qui fut démantelé la même année lors de l'invasion Nazie.

Après 1945, l'Alliance française a fait une brève réapparition avant de disparaître complètement en 1950. La Révolution de velours en 1989 et une ambiance favorable ont permis la nouvelle création de l'Alliance française dans des proportions évidemment moins importantes que dans les années trente mais à un rythme encourageant. Aujourd'hui, le réseau compte six Alliances françaises : à Brno, à Pardubice, à České Budějovice, à Plzeň et à Ostrava³³.

Parallèlement aux Alliances françaises, des clubs franco-tchèques ont pris naissance ces dernières années : à Kroměříž, à Ústí nad Labem, à Louny, à Zlín, à Příbram, à Hradec Králové, à Kladno.

III.4. L'action de la Francophonie : le plan d'action pour le français dans les pays de Visegrad

Ce plan pluriannuel fut signé par la France, le Luxembourg, la Belgique et l'Agence intergouvernemental de la Francophonie le 11 janvier 2002. Ce plan propose la formation du français dans les pays de l'Europe centrale. Il s'agit des pays qui viennent entrés dans l'Union européenne en 2004.

a, Formation en français des diplomates et fonctionnaires des pays de Visegrad et des fonctionnaires des institutions européennes

La formation en français des diplomates, fonctionnaires et agents des nouveaux membres qui travaillent en liaison avec les institutions de l'Union européenne et qui sont chargés de l'application et de la mise en œuvre de l'acquis communautaire, et des fonctionnaires des institutions européennes (administrateurs, interprètes et traducteurs).

Depuis 1994 , le ministère des Affaires étrangères français a mis en place, au sein de l'Union européenne et des pays de Visegrad, un programme de formation à destination des fonctionnaires des ces pays³⁴. L'objectif de ce programme est de mieux faire connaître les institutions françaises et de promouvoir la connaissance de la langue française auprès des fonctionnaires appelés à exercer des fonctions dans les missions ou représentations permanentes de leurs pays.

Le programme s'organise en trois points :

1, La mise en place de cours spécifiques dans les différentes institutions culturelles françaises (instituts, centres culturels, alliances) dans les grandes villes des pays de Visegrad.

³⁴ www.assemblee-nationale.fr

2, La création, avec la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française, du Centre européen de la langue française (CELF). Le CELF coordonne les différentes formations linguistiques mises en place dans les pays de l'Union et les nouveaux pays membres (qui regroupe également les pays de Visegrad) et participe à l'attribution des crédits du fonds d'intervention pédagogique. Il organise aussi, à Bruxelles et dans les postes diplomatiques concernés, des stages pour fonctionnaires des pays membres.

3, Le programme propose, enfin, des stages de formation pour les fonctionnaires de la Commission européenne et pour les cadres et diplomates des pays de Visegrad. En 2005, trois formations ont été offertes avec deux stages de formation à l'expression écrite et un stage de « ressourcement » pour les interprètes. En 2006, six stages ont été organisés³⁵ Deux à destinations des administrateurs principaux et administrateurs de la Commission et du Conseil, quatre autres destinés aux traducteurs de la Commission européenne, aux diplomates des pays du Visegrad en poste dans les missions diplomatiques placées auprès de l'Union européenne, aux fonctionnaires chargés des dossiers de l'agriculture et aux journalistes de ces pays.

Fonctionnaires formés dans le cadre du programme « Plan pluriannuel pour le français dans la perspective de l'élargissement de l'UE

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Hongrie | 30 fonctionnaires |
| Slovaquie | 356 fonctionnaires |
| République tchèque | 350 fonctionnaires |
| Pologne | 176 fonctionnaires |

Source : Ministère des affaires étrangères, 2004

³⁵ *La Francophonie dans le monde, p.67*

b, Formation au français des interprètes des pays de Visegrad et formation aux langues de ces pays des interprètes francophones

La formation des interprètes francophones, menée en association avec l'Union européenne, des établissements supérieurs linguistiques d'enseignement de l'interprétation et des organismes spécialisés dans l'organisation de formations, doit permettre au français d'être une langue pivot vers et à partir des langues des pays de Visegrad. Pour ce faire, des formations (courtes ou approfondies) ont été mises en place pour les étudiants des écoles de ces pays, pour des interprètes, des formateurs d'interprètes etc. Les contacts avec les locuteurs francophones sont favorisés : accès facilité pour les interprètes à toutes les manifestations culturelles et linguistiques organisées sur place, intervention des enseignants et des stagiaires français dans tous les établissements de formation d'enseignement de l'interprétation.

Formation de traducteurs francophones aux langues des pays de Visegrad et formation au français des traducteurs de ces pays

A titre expérimental, en 1999 huit traducteurs avaient suivi des formations dans les pays concernés (Estonie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Finlande). En 2000, 17 traducteurs ont suivi ces formations dans six pays (ceux de 1999, plus la Slovaquie)³⁶.

Le Centre européen de la langue française (CELF) a organisé à Bucarest, en 2001, un premier séminaire financé par le ministère des Affaires étrangères français, favorisant des traducteurs originaires de Bulgarie, de Hongrie, de Lituanie, de Roumanie et de Turquie. Plusieurs stages ont été organisés par le même centre pour les fonctionnaires et les formateurs des filières d'interprétation des nouveaux pays membres.

Enfin, les *bourses Balzac*, financées par les ministères français des Affaires étrangères (DGCID) et de la Culture (DGLFLF), en relation avec le Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), ont été utilisés en 2001 pour la formation de traducteurs des nouveaux pays membres.

Utilisation des technologies pour favoriser l'usage du français comme langue de travail des institutions de l'UE

Les organisations européennes font appel aux technologies de l'information et de la communication et disposent d'outils performants pour renforcer la place du français comme langue de travail. Les bénéficiaires du plan sont informés des ressources disponibles sur Internet, notamment le portail « franc-parler³⁷ » destinés aux professeurs de français (www.franc.parler.org), le site Internet de la DGLFLF (www.dgflf.culture.gouv.fr).

III.5. Les apprenants de français dans les pays de Visegrad

Les données chiffrées de l'enseignement du français mentionnées dans ce chapitre sont présentées essentiellement sous forme de tableaux. Elles proviennent de sources diverses (les sites d'Internet des pays, de l'OIF, des ministères des Affaires étrangères des pays de Visegrad, et des associations de professeurs de français).

| Français langue étrangère | Population Total en millions ¹ | Elèves scolarisés (%) ² | Apprenants de français Primaire | Apprenants de français Secondaire | Apprenants de français Supérieur |
|---------------------------|---|------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| Pologne | 38,6 | 84 | 44 961 | 271 558 | 13 000 |
| Slovaquie | 5,402 | 76 | 473 | 22 173 | 1 035 |
| Rép. tchèque | 10,3 | 70 | 7 890 | 28 993 | 3 600 |
| Hongrie | 10,022 | 81 | 8 050 | 28 200 | 3 900 |

¹ Sources : *Atlas de la Banque mondiale, 2006*

² Taux brut de la scolarisation combiné du primaire au supérieur. Sources : *Rapport mondial sur le développement humain, Pnud, 2006*

| Français langue étrangère | Apprenants de français Départements universitaires de français | Apprenants de français Centres, instituts culturels, alliances francophones | Apprenants en français ou en enseignement bilingue Primaire- | Apprenants en français ou en enseignement bilingue Secondaire | Apprenants en français ou en enseignement bilingue Supérieur |
|---------------------------|---|--|---|--|---|
| Pologne | 370 | 8 840 | 2 027 | | |
| Slovaquie | | | 1 353 | 860 | 209 |
| Rép. tchèque | 1 750 | 3 000 | | 1 024 (filiales bilingues) | |
| Hongrie | 3 900 | | 1 360 | 2 600 | 1 000 |

III.6. Les enseignants de français et en français dans les pays de Visegrad

Les enseignants de français occupent des postes bien différents :

- selon que l'on enseigne à des enfants de maternelle (sensibilisation, apprentissage précoce), dans le primaire, dans le premier cycle du secondaire, dans le deuxième cycle du secondaire, dans l'enseignement supérieur, à des adultes ;
- selon que le français est la première langue de l'apprenant, la seconde, la troisième, parfois la quatrième ;
- selon que l'enseignement est obligatoire ou non, selon que le français est imposé par l'institution, facultatif ou optionnel, sanctionné ou non par un diplôme ;
- selon que les apprenants envisagent de l'utiliser, pour des raisons professionnelles (de manière occasionnelle ou comme leur spécialité), ou pour des loisirs ou pour l'enrichissement de leur culture ;
- selon la place qu'occupe le français dans le contexte culturel, économique, politique de chaque pays (le français pour les pays de Visegrad est le plus souvent utilisé comme la langue politique de relations internationales) ;
- selon qu'il est enseigné par des titulaires ou des contractuels sans garantie de leur emploi dans des établissements publics ou privés, dans des classes ordinaires (à raison

de deux ou trois heures par semaine pendant deux ou trois ans) ou dans des classes à français renforcé ou dans des classes bilingues, dans les sections « lettres » de l'enseignement général ou dans des stages de formation professionnelle ;

| Français langue étrangère | Enseignants de/en français Primaire | Enseignants de/en français Secondaire | Enseignants de/en français Supérieur | Assistants de français |
|---------------------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|---|
| Pologne | 2 700 | 470 | 230 | 84 Français, 12 Belges |
| Slovaquie | 233 | 347 | 45 | 26 Français, 6 Belges, 1 Canadien |
| Rép. tchèque | | 900 et 11 Français en sections bilingues | 300 | 19 Français |
| Hongrie | 251 | 754 | 1 327 | 58 Français, 8 Belges |

III.7. Les établissements francophones dans les pays de Visegrad

a, L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)

L'AEFE a pour mission d'assurer aux enfants de nationalité française qui résident à l'étranger un service public d'éducation, mais aussi de « faire rayonner le français auprès des élites étrangères et de contribuer au renforcement de la coopération entre les systèmes éducatifs français et étrangers ».

Les frais de scolarité acquittés par les parents d'élèves contribuent à la rémunération des enseignants résidents. L'AEFE scolarise 25 655 enfants dans le pré-scolaire, 59 437 dans le primaire, 46 370 dans le premier cycle du secondaire et 25 292 dans le second, soit au total plus de 157 000 apprenants de et en français (dont 60% d'étrangers).

L'Europe occidentale compte pour plus de 36 000 dans ce total³⁷. Depuis 1990, on peut également observer l'évolution de ces données en Europe centrale et orientale (de 1 500 à 2 900), y compris les pays de Visegrad dans lesquels le pourcentage des élèves de nationalité française est passé de 39 à 42%, celui des élèves nationaux de 47 à 44 %, celui des étrangers tiers se maintenant aux alentours de 14 %.

b, L'Alliance française (AF)

Les Alliances françaises, dont 220 sont financièrement aidées par le ministère français des Affaires étrangères, touchent près de 375 000 jeunes et adultes apprenant le français. Présente dans 138 pays à travers un réseau de plus de mille associations de droit local, l'Alliance française apporte à la Francophonie l'originalité d'un mode de fonctionnement inséré dans la société civile. Ce réseau, depuis fort longtemps en Europe occidentale, dans les Amériques, en Asie et en Afrique anglophone, s'est développé ces dernières années par la création d'Alliances dans de nombreux pays francophones d'Afrique et d'Europe orientale. Les effectifs d'étudiants avoisinent désormais les 400 000 pour l'ensemble du réseau³⁸. Les Alliances offrent des certifications, que ce soit au niveau des diplômes de l'Alliance française de Paris, du Diplôme d'études en langue française (Delf), du Diplôme approfondi de langue française (Dalf), ou encore en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'industrie de Paris .

Les candidats des pays de Visegrad reçus au Delf/Dalf en 2005

| <i>Pays de Visegrad</i> | <i>Delf/Dalf Candidats reçus</i> |
|-------------------------|--|
| Pologne | 6 288 |
| Slovaquie | 359 |
| Rép. tchèque | 1 740 |
| Hongrie | 1 213 |

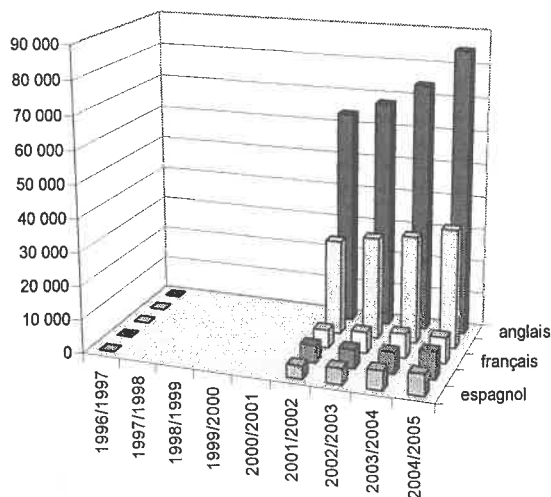
³⁷ www.assemblée-nationale.fr

³⁸ *La Francophonie dans le monde 2002-2003*

L'évolution de l'enseignement du français en République tchèque

Enseignement des langues étrangères dans les établissements supérieurs en République tchèque

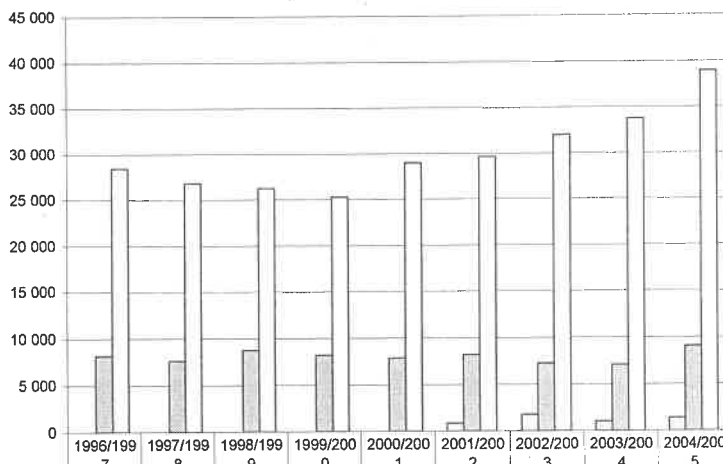
(source : Institut pour les informations dans l'éducation, www.uiv.cz)



| | 1996/1997 | 1997/1998 | 1998/1999 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 | 2003/2004 | 2004/2005 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| ■ espagnol | 0 | | | | | 3 893 | 4 758 | 5 800 | 6 469 |
| ■ russe | 0 | | | | | 5 254 | 5 669 | 6 269 | 8 009 |
| □ français | 0 | | | | | 5 348 | 6 232 | 7 233 | 7 628 |
| □ allemand | 0 | | | | | 28 216 | 30 431 | 32 011 | 35 390 |
| ■ anglais | 0 | | | | | 64 014 | 67 988 | 74 206 | 85 093 |

Evolution du nombre d'apprenants de français dans les établissements primaires, secondaires et post-bac en République tchèque de 1996/1997 à 2004/2005

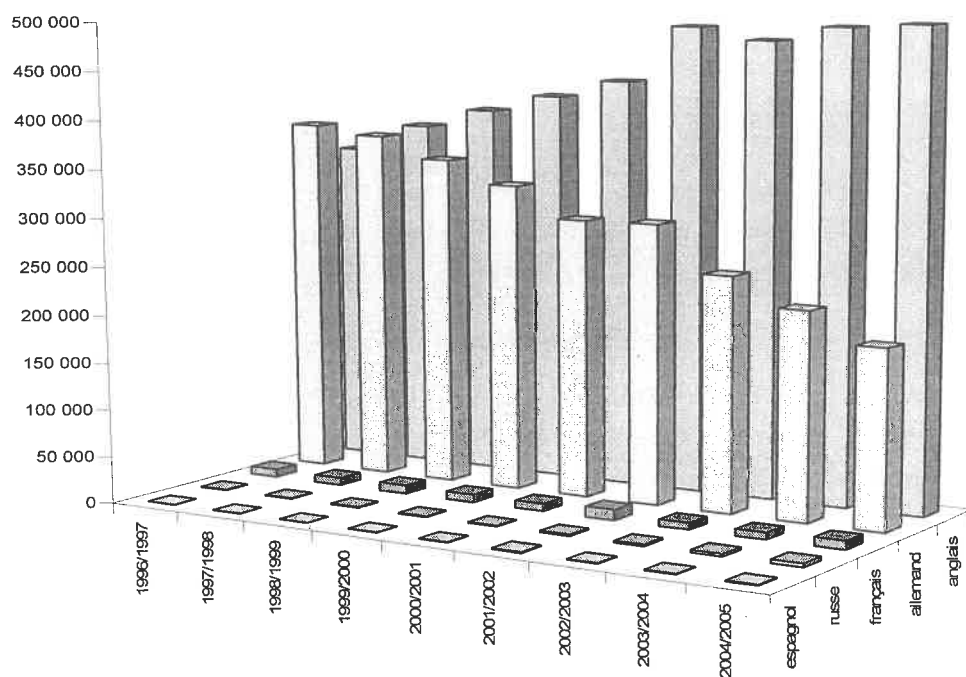
(source : Institut pour les informations dans l'éducation, www.uiv.cz)



| | 1996/1997 | 1997/1998 | 1998/1999 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 | 2003/2004 | 2004/2005 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| □ écoles post-bac (bac+3) | | | | | | 865 | 1 749 | 1 048 | 1 382 |
| □ écoles fondamentales (6 à 15 ans) | 8 192 | 7 618 | 8 774 | 8 227 | 7 857 | 8 229 | 7 277 | 7 093 | 9 079 |
| □ lycées généraux, professionnels et techniques (15 à 19 ans) | 28 445 | 26 788 | 26 230 | 25 277 | 28 993 | 29 635 | 31 982 | 33 758 | 38 966 |

Evolution de l'enseignement des langues étrangères dans les écoles fondamentales en République tchèque de 1996/1997 à 2004/2005

(source : Institut pour les informations dans l'éducation, www.uiv.cz)



| | 1996/1997 | 1997/1998 | 1998/1999 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 | 2003/2004 | 2004/2005 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| □ espagnol | 284 | 363 | 486 | 538 | 553 | 1 023 | 685 | 725 | 1 036 |
| □ russe | 819 | 760 | 995 | 987 | 1 016 | 1 831 | 1 953 | 2 896 | 3 968 |
| □ français | 8 192 | 7 618 | 8 774 | 8 227 | 7 857 | 11 319 | 7 277 | 7 093 | 9 079 |
| □ allemand | 377 075 | 368 768 | 346 954 | 324 172 | 292 960 | 293 913 | 247 035 | 218 268 | 187 484 |
| □ anglais | 344 020 | 373 415 | 393 414 | 411 724 | 430 244 | 489 718 | 477 241 | 492 927 | 497 635 |

III.8. L'actualité culturelle francophone dans les pays de Visegrad

Les manifestations culturelles francophones regroupent des événements récurrents dans le monde entier comme les Journées de la Francophonie ou les Journées françaises, le festival des films français et la Fête de la musique. En Europe centrale, notamment dans les pays de Visegrad, l'activité des centres culturels et instituts français est féconde. Dans la majeure partie des cas, les manifestations culturelles en référence à la francophonie dans ces pays répondent plutôt à une « francophilie » qu'à un désir de francophonie.

Dans tous les pays de Visegrad, les manifestations francophones dépassent les événements traditionnels comme les journées de la Francophonie, accompagnées non seulement des concerts ou représentations théâtrales mais aussi par la présentation des films francophones comme par exemple en Slovaquie. En Pologne, on note dans les universités, un intérêt croissant pour les pays arabes francophones et les littératures en provenance de l'espace francophone du Nord ou d'Afrique.

Le cas de la République tchèque

Depuis six ans, les Journées de la francophonie en République tchèque se déroulent au mois de mars. Leur qualité, leur ampleur et la multiplicité des partenariats confirment l'attrait grandissant dans ce pays pour la langue et la culture francophones.

Chaque édition regroupe une centaine de manifestations mises en œuvre par 5 ministères, 6 ambassades, 5 universités et une quinzaine de villes³⁹. Les événements comportent une grande diversité des activités culturelles : cinéma, concerts, expositions, théâtre, rencontre littéraire et les conférences ou débats sur des thèmes sociaux, économiques et environnementaux.

Les manifestations culturelles à l'occasion des Journées de la francophonie 2006

Hongrie

- °Finale du grand concours de la chanson francophone – Budapest
- °Nuit de cinéma francophone – Budapest
- °Soirée de spectacles francophones – Budapest

Pologne

- °Printemps francophone de Bialystock – Bialystock
- °Une promenade à travers l'hexagone – Jastrzebie Zdroj
- °Boris et Bobby – les chansons satiriques – Lublan
- °Festival du cinéma francophone – Varsovie
- °Les anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord – Lublin
- °La grammaire autrement – Jastrzebie Zdroj

République tchèque

- °Concert de Didier Awadi – Brno
- °Concert de Régis Huiban Quartet – Ceske Budejovice
- °Tournée francophone – 15 concerts dans 9 villes du pays
- °Les activités culturelles sont à voir sur tous le site de l'AF
ou sur le site www.france.cz

Slovaquie

- °Finale régionale du concours de la chanson française – Bratislava
- °Festival du Film Francophone de Bratislava
- °Murs d'expression francophone – Trencin
- °Journée de la Presse Francophone – Bratislava⁴⁰

IV. Le développement économique des entreprises françaises dans les pays de Visegrad

L'Organisation de la Francophonie veut créer un espace de coopération et de concertation pour un développement économique durable et solidaire⁴¹. L'ensemble francophone représente 9,27% de la population mondiale (Rapport de la Banque mondiale 2002). Cet espace regroupe aussi 9,58% de la richesse mondiale. De ce fait, la croissance économique mondiale semble se faire à la marge du monde francophone. En ce qui concerne l'aspect économique de la République tchèque et de la Slovaquie, il faut d'abord constater que ces deux pays ont dû, en très peu de temps, modifier leur législation, pour la mettre en conformité avec les exigences européennes. La perspective de l'adhésion de ces deux pays dans l'UE a induit un grand mouvement de privatisation. Ces pays ont dû ouvrir leurs frontières économiques aux opérateurs étrangers avec la remise en cause de situations acquises que cette évolution pouvait impliquer.

En République tchèque, la croissance reste à la hausse, même si les taux de 2002 et 2003 ont marqué un léger ralentissement par rapport à ceux enregistrés quelques années auparavant⁴². Les investissements directs étrangers sont passés de 2,5 milliards de dollars en 1995 à 10 milliards de dollars en 2002, signe de la confiance que l'économie du pays inspire aux milieux d'affaires internationaux, en Europe notamment. La Slovaquie affiche des résultats encore plus favorables avec le taux de croissance le plus élevé d'Europe centrale. Le déficit commercial des quatre pays de Visegrad s'est nettement réduit. La bonne tenue du commerce extérieur est d'autant plus remarquable que les monnaies ont eu tendance à s'apprécier.

Pourtant, une zone de fragilité existe : il s'agit des finances publiques. Le déficit public s'est dégradé dans ces pays du groupe de Visegrad, passant de 5% à 8%. En 2005, les chiffres restent élevés, même s'il y a une réduction à voir en République tchèque et en Hongrie. En Pologne et en Hongrie, la réforme du système des retraites a clairement pesé sur les finances publiques. La restructuration des banques en République tchèque a également pesé sur les finances de ce pays. En ce qui concerne la

⁴¹ *La Francophonie dans le monde 2002-2003*, p. 253

⁴² www.senat.fr

productivité industrielle, les pays du groupe de Visegrad ont connu une forte amélioration, tout en créant peu d'emplois. Le chômage dans ces pays s'est accru au cours des trois dernières années (16,3% en 2005).

IV.1. Le cas de la République tchèque et de la France

Il est nécessaire de remarquer que les échanges entre la France et la République tchèque s'équilibrent de plus en plus. L'apogée des investissements étrangers a été atteint en 2001. La France est considérée comme le quatrième investisseur de la République tchèque en termes de flux comme en termes de stocks. Parmi les investisseurs les plus importants, on peut citer la Société Générale, Véolia, Sodexho, Vinci, Alstom, Saint-Gobain, Schneider Electric. On remarque que la France exporte les produits suivants : des véhicules automobiles, des équipement automobiles, des pneumatiques, des préparations pharmaceutiques.

En ce qui concerne les exportations, elles ne concernent plus les matières premières, mais des produits finis. Les principaux clients de la République tchèque sont l'Allemagne, la Slovaquie – la France arrive en sixième position. Les exportations française dans la République tchèque sont en hausse de 10%.

Plusieurs opportunités de développement se sont créées pour les exportations françaises. Il s'agit, en premier lieu, des produits agroalimentaires et les biens de consommation. Il est nécessaire de remarquer, pour ces derniers, que les cosmétiques (Yves Rocher, Marionnaud), les équipements de la maison et les produits pharmaceutiques (Roche, Vichy) se trouvent en meilleure position. En outre, des perspectives de développement existent pour les exportateurs français dans le domaine du matériel de transport et des biens d'équipements liés à l'environnement.

Conclusion

Au terme de ces données sur l'enseignement du français dans les pays de Visegrad, quel bilan peut-on faire ? La situation est contrastée même si, de toute évidence, le français ne peut prétendre rivaliser avec l'anglais en terme de nombre d'apprenants, les motivations pour apprendre l'une ou l'autre langue restant d'ailleurs très différentes. On peut constater que le français obéit également à la loi du marché : pour augmenter l'offre, il faut susciter la demande. Ça signifie que certaines constantes peuvent être relevées qui agissent comme des stimuli favorables à l'épanouissement de l'enseignement du français.

Parmi les facteurs encourageant le choix de l'apprentissage du français figure toujours l'image positive qu'il possède la priorité d'être la langue de la culture. La politique de diversité culturelle menée par la Francophonie qui se pose ainsi en alternative au modèle culturel anglo-saxon et rencontre un écho dans les pays de l'Europe centrale qui sont déjà saturés par les produits anglo-américains. La demande d'apprentissage du français, non seulement dans le réseau des Alliances françaises mais celui des universités publiques et privées, n'a en effet cessé de croître d'une manière importante ces dernières années.

Mais d'autres motivations sont apparues depuis plusieurs années, notamment dues à une nouvelle image du français envisagé comme le bout dans une perspective professionnelle. Il est considéré comme utile dans le domaine commercial (Pologne), des affaires (Pologne, Hongrie) et de la traduction et de l'interprétation.

A côté des motivations individuelles, il faut souligner des motivations à l'échelon national. Le contexte géopolitique peut être favorable au français.

Il est incontestable que la perspective pour les pays de Visegrad après avoir intégré l'Union européenne n'est pas sans effet sur la promotion du français. En République tchèque, par exemple, certains fonctionnaires, voient dans les programmes francophones la possibilité d'améliorer leurs connaissances, dans l'éventualité d'une promotion à un poste en relation avec les affaires européennes. De même, en Slovaquie, l'entrée dans l'UE a incité le gouvernement à faciliter l'apprentissage de la langue française à ses haut fonctionnaires. En Hongrie, un projet de coopération a été créé pour augmenter le nombre d'interprètes de conférence en français nécessaires pour assurer sa présence dans les institutions européennes.

Les stratégies à développer ou à mettre en place pour promouvoir l'enseignement du français doivent être diversifiées que le sont les situations. Ainsi, il conviendrait de prendre en compte l'utilité professionnelle, d'où la nécessité de diversifier l'enseignement du français (français des affaires et des professions), de commencer à améliorer la politique d'accueil en faveur des étudiants provenant des pays de Visegrad venus en pays francophones apprendre le ou en français. Les possibilités de poursuivre des études supérieures en pays francophones constituent un attrait important pour les étudiants. Ceux, qui ont déjà séjourné en pays francophone où les anciens boursiers ayant effectué un séjour d'étude en France, jouent un rôle très utile en faveur de la Francophonie au sein de leur spécialité. Le ministère des Affaires étrangères français finance un réseau important de boursiers : 24 322 en 2005. Parmi eux, plus de 3 000 sont des boursiers étrangers suivant des cours de FLE en France. A l'avenir, il est nécessaire de promouvoir ou de maintenir un environnement francophone sans lequel les motivations d'apprendre et d'utiliser le français dans les pays de Visegrad ne peuvent être escomptées. Les Alliances, centres et instituts francophones jouent dans ces pays un rôle de premier plan en mêlant cours de langues et activités culturelles et en s'implantant aussi bien dans des zones stratégiques que dans des zones peu accessibles.

REMERCIEMENTS

Arrivé au terme de ce travail, je tiens à exprimer mes sentiments de vive reconnaissance aux personnes et aux institutions qui m'ont aidé.

En tout premier lieu, je remercie M. Jérôme Wannepain, professeur au département des langues romanes à l'Université de Bohême du Sud, qui a bien voulu accepter de diriger mon travail, et qui, durant plusieurs années, m'a guidé avec beaucoup de patience, d'amabilité et de compétence.

J'ai également une dette de gratitude envers Mlle Marie-Kirstie Hannebicque, professeur à la faculté d'Agricole à l'Université de Bohême du Sud, qui n'a cessé de m'encourager et de me guider de ses conseils. Elle a eu la patience de corriger mon mémoire à ses débuts.

Je remercie mes professeurs du département des langues romanes de l'Université de Bohême du Sud, qui m'ont aidé à finir ce travail. et mes collègues du département de la géographie de l'Université de Bohême du Sud qui ont rendu la réalisation concrète de mon mémoire beaucoup plus aisée en me soutenant dans la recherche des dattes nécessaires pour mon mémoire. Je les remercie vivement de leur aide et de leur disponibilité.

Bibliographie

Ouvrages généraux :

Deniau (Xavier), *La Francophonie*, Paris, Edition PUF, 1993

La francophonie dans le monde 2002 – 2003, Paris, Larousse, 2004

Opera Romanica 7, Université de Bohême du Sud, České Budějovice, 2005

Opera Romanica 2, Université de Bohême du Sud, České Budějovice, 2001

Introduction à la civilisation et à la culture française, Université de Bohême du Sud, České Budějovice, 2003

Revue et bulletins

Le français dans le monde, Fédération internationale des professeurs de français, Paris
n° 302, 319

Bilan du Monde 2006

Integrace, Europeum, Praha, 2003

L'Internet

www.francophonie.org

www.france.cz

www.assemblée-nationale.fr

www.visgradgroup.org

www.diplomatie.org

www.alliancefrancaise.org